



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITE DES PRODUITS

Soixante-quatorzième session

10-12 mars 2021

EN BREF

LA SITUATION DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES 2020

**«MARCHÉS AGRICOLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE:
CHAINES DE VALEUR MONDIALES, PETITS EXPLOITANTS
ET INNOVATIONS NUMÉRIQUES»**



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2020

RÉSUMÉ

LA SITUATION
**DES MARCHES
DES PRODUITS
AGRICOLES**

**MARCHÉS AGRICOLES ET
DÉVELOPPEMENT DURABLE:
CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES,
PETITS EXPLOITANTS ET INNOVATIONS NUMÉRIQUES**

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2020. *Résumé de La situation des marchés des produits agricoles 2020. Marchés agricoles et développement durable: chaînes de valeur mondiales, petits exploitants et innovations numériques*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb0677fr>

Cette brochure contient un résumé du contenu de la publication *La situation des marchés des produits agricoles 2020*. La numérotation des tableaux et des figures correspond à cette publication.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE ©iStock.com/hadynyah

VIET NAM. Une femme vendant des fruits tropicaux dans la vieille ville de Hoi An.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 4

PRINCIPAUX MESSAGES ET RECOMMANDATIONS 7

RÉSUMÉ 9

Commerce, marchés et développement durable 9

Évolution du commerce et des marchés 10

▶ **FIGURE 1.1** Évolution des échanges agroalimentaires, 1995-2018 (pays classés par catégorie de revenu) 11

▶ **FIGURE 1.4** Variation des exportations et des importations par agrégat alimentaire, 1995-2018 (pays classés par catégorie de revenu) 12

Contribution des chaînes de valeur agricoles et alimentaires mondiales à la croissance économique 13

▶ **FIGURE 2.1** Exportations brutes au niveau mondial et participation aux CVM, 1995-2015 14

▶ **FIGURE 2.2** Taux de participation aux CVM dans l'agriculture en 2015 15

▶ **FIGURE 2.6** Corrélation entre la croissance de la valeur ajoutée et celle de la participation aux CVM entre 1995 et 2015 (pays classés par catégorie de revenu) 16

▶ **FIGURE 2.9** Projection des effets de l'ouverture au commerce sur la valeur ajoutée agroalimentaire exportée, par facteur de production, évolution en pourcentage 18

▶ **ENCADRÉ 2.7** Mesures de politique commerciale face à la pandémie de covid-19 19

Conséquences de la pandémie de covid-19 sur les échanges et les chaînes de valeur mondiales dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture 20

Intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur pour un développement durable 21

▶ **FIGURE 3.4** Part de la production des ménages commercialisée, selon la distribution par quintile de la taille des exploitations, au Ghana, au Malawi, en Ouganda et au Viet Nam 22

▶ **FIGURE 3.5** Revenu total moyen des ménages selon le sexe du chef de ménage (en USD, aux prix de 2011) 22

Effets transformateurs des technologies numériques sur les marchés 25

▶ **FIGURE 4.3** Personnes utilisant internet, en pourcentage de la population 26

▶ **FIGURE 4.4** Personnes utilisant internet dans certains pays, par sexe et par lieu de résidence, 2018 (en pourcentage) 27

▶ **ENCADRÉ 4.2** Des innovations numériques pour des avantages transversaux: les cas de e-Choupal en Inde et de Esoko au Ghana 28

AVANT-PROPOS

L' édition 2020 du rapport sur *La situation des marchés des produits agricoles* paraît au moment – crucial pour l'économie et les systèmes alimentaires mondiaux – où nous unissons nos forces pour endiguer la pandémie planétaire provoquée par la propagation de la covid-19.

Cette pandémie fait clairement ressortir que, dans un monde interconnecté, les maladies, ainsi que les incidences des mesures qui sont prises pour les contenir, se propagent rapidement au-delà des frontières nationales. Cette crise n'est pas le thème central du présent rapport, mais elle illustre bien le lien étroit qui existe entre la production, la consommation et les échanges de denrées alimentaires. On comprend dès lors qu'il importe d'adopter une approche intégrée des systèmes alimentaires, et que la parution de *La situation des marchés des produits agricoles 2020* vient particulièrement à propos.

Je vous invite à lire attentivement le présent rapport, qui nous éclaire sur la manière dont les marchés peuvent être mis à contribution pour faire un pas supplémentaire vers la réalisation des objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette édition présente de nouvelles analyses de données relatives aux échanges commerciaux et aux marchés à l'échelle internationale. On y examine en détail les grandes tendances mondiales sur les marchés agroalimentaires en vue de déterminer comment produire des effets bénéfiques sur les plans économique, environnemental et social, et stimuler le développement.

Les échanges de produits alimentaires et agricoles ont plus que doublé en termes réels depuis 1995. Les pays émergents et en développement sont devenus des acteurs sur les marchés internationaux, et ils contribuent désormais pour un tiers environ au commerce mondial. Les progrès technologiques ont transformé les procédés productifs et commerciaux, ce qui a permis l'émergence de chaînes de valeur mondiales de l'alimentation et de l'agriculture. On estime que plus d'un tiers des exportations alimentaires et agricoles a lieu à l'intérieur de chaînes de valeur mondiales.

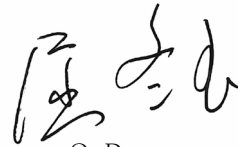
L'un des arguments qui sous-tendent le présent rapport est que des marchés qui fonctionnent bien sont essentiels au développement et à la croissance économique. Les échanges internationaux peuvent constituer un instrument puissant, et les marchés peuvent être mis à profit pour obtenir des résultats économiques, sociaux et environnementaux. Les chaînes de valeur mondiales peuvent faciliter l'intégration des pays en développement dans les marchés internationaux. Elles relient étroitement nos marchés de produits alimentaires et offrent ainsi un moyen de diffuser les meilleures pratiques au service du développement durable.

Cependant, dans cet environnement concurrentiel en évolution rapide, nous devons veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte. Il nous faut redoubler d'efforts pour intégrer les petits exploitants agricoles dans les chaînes de valeur alimentaires modernes, procurer des revenus ruraux et assurer la sécurité alimentaire tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Les petits exploitants agricoles font face à de nombreuses difficultés qui peuvent les empêcher d'adopter des pratiques agricoles et commerciales efficaces. Des politiques et des mécanismes de soutien seront indispensables pour les aider à renforcer leur productivité et leur participation aux marchés.

Les technologies numériques peuvent contribuer à améliorer le fonctionnement des marchés et à les rendre plus accessibles aux agriculteurs. Les innovations comme le commerce alimentaire en ligne, par exemple, peuvent être bénéfiques à la fois aux agriculteurs et aux consommateurs. Cependant, pour que les avantages des innovations numériques profitent aussi aux plus pauvres, nous devons impérativement réduire l'actuelle fracture numérique. Cela étant, il est difficile de prévoir toutes les incidences que pourront avoir les innovations technologiques sur la manière dont nous cultivons, transformons, commercialisons et consommons les produits alimentaires. Aujourd'hui, nous savons qu'une utilisation accrue des technologies peut nous aider à réaliser des progrès considérables dans ce domaine. Cependant, il convient de noter qu'on ne connaît pas encore bien certains des risques associés à l'adoption de ces technologies. Nous devons renforcer nos actions communes et veiller à ce que la révolution numérique vienne soutenir le développement.

Le rapport sur *La situation des marchés des produits agricoles 2020* démontre très clairement que nous devons nous appuyer sur les marchés en tant que partie intégrante du système alimentaire mondial. Cela est d'autant plus important face aux grands bouleversements, qu'il s'agisse de la covid-19, des infestations de criquets ou du changement climatique.

Nous avons tous une contribution à apporter au développement durable et à l'éradication de la faim. La FAO est aux côtés de ses Membres et de ses partenaires dans cette entreprise.



Qu Dongyu
Directeur général de la FAO

PRINCIPAUX MESSAGES ET RECOMMANDATIONS

→ Depuis 1995, le commerce international de produits alimentaires et agricoles a plus que doublé en termes réels, quoique son rythme de croissance se soit ralenti depuis la crise financière de 2008. Les pays en développement et les économies émergentes prennent une part croissante aux marchés mondiaux et leurs exportations représentent plus d'un tiers des échanges agroalimentaires mondiaux.

→ Une meilleure connaissance des évolutions des marchés agricoles et alimentaires mondiaux et une étude systématique des politiques commerciales sont essentielles pour relever les défis liés au processus de transformation, aux chocs financiers, aux catastrophes naturelles et aux crises d'origine sanitaire telles que la pandémie de covid-19.

→ Les chaînes de valeur mondiales se sont constituées rapidement et sont très répandues dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Un tiers environ des exportations alimentaires et agricoles ont lieu à l'intérieur de chaînes de valeur mondiales.

→ La réduction des obstacles au commerce peut favoriser les chaînes de valeur mondiales et contribuer à la croissance des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Chaque fois qu'ils traversent une frontière, les produits sont soumis à des tarifs d'importation, qui s'accumulent tout au long des chaînes de valeur et constituent un frein à la création de valeur ajoutée.

→ Les politiques commerciales qui favorisent les marchés libres devraient être accompagnées de mesures qui renforcent les capacités à se positionner de manière concurrentielle dans les chaînes de valeur mondiales modernes. Il faudrait notamment investir dans les infrastructures, mettre en place des réglementations efficaces et surtout s'attacher, par des mesures ciblées, à augmenter les compétences des agriculteurs et des travailleurs.

→ Dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs se heurtent à d'importantes difficultés pour accéder aux marchés. La situation est pire encore pour les femmes. La rigueur des exigences des chaînes de valeur modernes pourrait aggraver l'isolement des agriculteurs par rapport au mécanisme des marchés.

→ Une plus grande participation des exploitants aux marchés ouvre l'éventail de leurs choix. Les marchés permettent aux agriculteurs de prendre des décisions plus éclairées concernant leur exploitation, leur famille et eux-mêmes lorsqu'ils choisissent comment et quoi produire, ou comment investir. Les améliorations des moyens de subsistance susceptibles d'en découler intéressent aussi bien l'agriculture que d'autres secteurs économiques.

→ Les marchés agricoles et alimentaires peuvent être mis à profit pour obtenir des résultats en matière de développement durable. Promouvoir des systèmes volontaires de certification de la durabilité et veiller à ce qu'ils soient largement appliqués est un moyen de parvenir à un bon compromis entre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.

→ Les technologies numériques peuvent être exploitées pour remédier à de multiples défaillances des marchés et faciliter l'intégration des petits agriculteurs dans les marchés et les chaînes de valeur. Elles peuvent aussi promouvoir les échanges internationaux et améliorer efficacement les mécanismes institutionnels fondés sur les marchés pour contribuer à la réalisation d'objectifs durables.

→ Pour comprendre les défis qui naissent des technologies numériques et gérer les risques associés à l'utilisation de celles-ci, il faut renforcer la collaboration et le consensus entre les parties prenantes, notamment les pouvoirs publics, le secteur privé et les agriculteurs eux-mêmes, de façon à améliorer les mécanismes de gouvernance.

RÉSUMÉ

COMMERCE, MARCHÉS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le commerce et les marchés sont au cœur du processus de développement. Dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, les marchés élargissent le choix des consommateurs et créent des incitations pour les agriculteurs. Ils permettent donc une allocation optimale des ressources et ouvrent les voies reliant l'agriculture à d'autres secteurs de l'économie, ce qui les rend essentiels à la transformation structurelle de celle-ci. La façon dont les échanges et les marchés concourent à un développement durable est précisément le sujet traité dans l'édition 2020 du rapport sur *La situation des marchés des produits agricoles*.

La capacité d'entraînement de marchés fonctionnant correctement est essentielle à la croissance économique, mais ce mécanisme de marché est impuissant à garantir l'obtention d'une série d'avantages sociaux et environnementaux qui occupent pourtant une place centrale dans le développement durable. En effet, les marchés ne parviennent pas toujours à faire coïncider les intérêts individuels avec ceux de la société dans son ensemble, mais aussi avec les besoins des générations futures, qui font partie

intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030).

Le Programme 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD) visent à offrir à tous un avenir meilleur et un monde plus durable. Ils s'attaquent aux défis mondiaux qu'il nous faut affronter, tels que l'élimination de la pauvreté et de la faim ainsi que la restauration et la gestion durable des ressources naturelles. Les ODD associent les trois dimensions – économique, sociale et environnementale – du développement durable dans une série de cibles imbriquées.

L'agriculture occupe une place centrale dans le Programme 2030. Ses liens avec la sécurité alimentaire, la croissance économique, l'emploi et l'éradication de la pauvreté, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et la nutrition et la santé se retrouvent dans la plupart des ODD. Les marchés mettent ces liens en évidence. Le présent rapport examine les politiques et les arrangements institutionnels susceptibles de favoriser la croissance économique, mais aussi de mettre les marchés agricoles et alimentaires au service d'une recherche de résultats durables – économiques, sociaux et environnementaux.

Le rapport 2020 sur *La situation des marchés des produits agricoles* étudie l'évolution du commerce et des marchés, et considère leur rôle dans la croissance et le développement durable. Il s'intéresse spécifiquement à l'émergence des chaînes de valeur mondiales de l'alimentation et de l'agriculture; au niveau de participation à ces chaînes de valeur des petits exploitants des pays en développement; et aux effets transformateurs des technologies numériques sur les marchés.

Évolution du commerce et des marchés

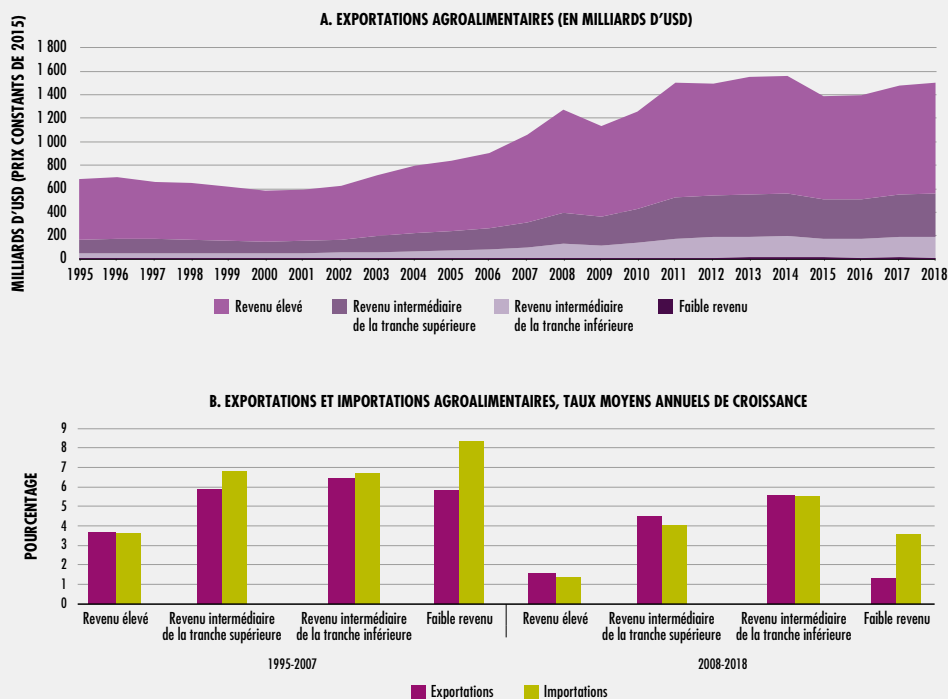
Depuis 1995, le commerce international de produits alimentaires et agricoles a plus que doublé en termes réels; il atteignait 1 500 milliards d'USD en 2018. Les économies émergentes et les pays en développement participent de plus en plus aux marchés agricoles et alimentaires mondiaux; leurs exportations s'élèvent à plus du tiers du total mondial (figure 1.1).

Plusieurs facteurs ont été déterminants dans cette croissance des échanges. L'abaissement des coûts de transport a permis de commercer à moindres frais. Les politiques commerciales et le recul des tarifs douaniers sur les importations – dû à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier 1995, ainsi que de nombreux accords commerciaux bilatéraux et régionaux – ont aussi joué un rôle moteur dans le renforcement des échanges de produits alimentaires et agricoles.

Ces déterminants, conjugués à la hausse des revenus tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ont stimulé l'expansion des échanges de produits agricoles et alimentaires. La croissance des revenus est également associée à des évolutions démographiques, telles que l'urbanisation, qui suscitent de nouveaux modes de vie et des changements dans les régimes alimentaires, lesquels influent à leur tour sur le commerce et les marchés. À mesure que les pays se développent, leurs habitants consomment moins d'aliments de base et plus de viande, de produits laitiers, de fruits et de légumes. Ce changement d'alimentation se retrouve dans la physionomie des échanges internationaux (figure 1.4).

L'urbanisation progresse plus vite dans les pays en développement que cela n'a été le cas en Europe, par exemple; et cela n'est pas sans conséquence sur les marchés alimentaires nationaux. Les préférences des consommateurs pour la commodité, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments renforcent la coordination verticale des chaînes de valeur alimentaires. Dans certains pays d'Asie, et d'Amérique latine et des Caraïbes, les ventes des principales chaînes de supermarchés ont été jusqu'à 10 fois plus élevées en 2018 qu'au début du siècle. En Afrique subsaharienne, les consommateurs urbains sont aussi plus enclins à faire leurs courses au supermarché et dépensent une plus grande part de leur revenu dans des repas pris à l'extérieur du foyer.

**FIGURE 1.1 ÉVOLUTION DES ÉCHANGES AGROALIMENTAIRES, 1995-2018
(PAYS CLASSÉS PAR CATÉGORIE DE REVENU)**



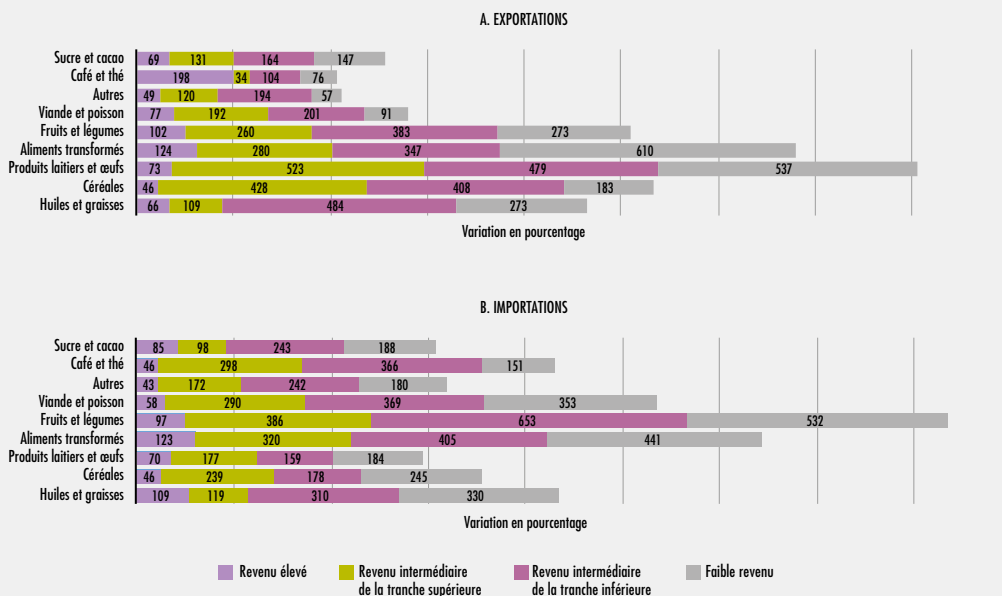
NOTE: Tous les calculs reposent sur les valeurs des échanges aux prix de 2015. Les pays sont classés selon les catégories de revenu de la Banque mondiale. Les calculs du panneau B reposent sur des moyennes sur trois ans des valeurs des échanges aux prix de 2015.

SOURCE: Calculs de la FAO à partir des données provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies (consultée en mai 2020).

Parallèlement, les progrès des technologies numériques ont amélioré les moyens de communication interpersonnels et transforment les économies et les sociétés en profondeur. L'amélioration des communications entraîne une proximité culturelle qui, à son tour, influe sur les préférences

alimentaires des consommateurs. En outre, la plus grande fluidité des communications entre les agriculteurs et les entreprises permet à ces acteurs de mieux coordonner leurs activités internationales et de s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales. Les estimations du présent rapport

FIGURE 1.4 VARIATION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS PAR AGRÉGAT ALIMENTAIRE, 1995-2018 (PAYS CLASSÉS PAR CATÉGORIE DE REVENU)



NOTE: Les calculs reposent sur des moyennes sur trois ans des valeurs des échanges aux prix de 2015. À des fins d'illustration, les variations en pourcentage, de 1995 à 2018, correspondant aux différents groupes de pays classés selon le revenu sont présentées sur une barre par agrégat alimentaire. Les variations en pourcentage d'un même agrégat alimentaire ne peuvent pas être additionnées.

SOURCE: Calculs de la FAO à partir des données provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies (consultée en mai 2020).

indiquent que plus d'un tiers des échanges de produits agricoles et alimentaires ont lieu au sein de filières mondiales et entraînent le franchissement de deux frontières au minimum, car les matières premières agricoles sont d'abord exportées pour être transformées en produits

alimentaires, lesquels sont ensuite réexportés (figure 2.1).

L'évolution des échanges commerciaux internationaux et des chaînes de valeur agroalimentaires mondiales a été interrompue par la crise financière de 2008. Depuis lors, le ralentissement de

l'économie mondiale, et surtout des économies émergentes, a pesé sur le commerce et les chaînes de valeur mondiales (voir la [figure 1.1](#)). Dans cette première partie de l'année 2020, les marchés nationaux comme les marchés mondiaux ont une fois encore été confrontés à des défis importants dus à l'épidémie de covid-19 et aux restrictions qui ont été imposées en matière de circulation des personnes et de voyages internationaux afin de contenir la propagation du virus. La pandémie et son retentissement sur l'économie mondiale devraient avoir des effets considérables sur le commerce. L'OMC a laissé entendre que les échanges mondiaux de marchandises pourraient chuter dans une proportion comprise entre 13 et 32 pour cent en raison de la perturbation des activités économiques consécutive à la pandémie de covid-19.

Les États et le secteur privé s'emploient en toute priorité à préserver la survie et le fonctionnement des chaînes de valeur alimentaires dans ce contexte de restriction des déplacements. On s'efforce actuellement d'ouvrir des voies de communication spéciales entre les zones de production alimentaire et les centres urbains (en respectant des mesures de sécurité, telles que le test, la distanciation physique et d'autres pratiques d'hygiène), pour accélérer la livraison des produits périssables et des aliments nutritifs aux populations touchées. Au niveau mondial, les décideurs publics de nombreux grands pays exportateurs de produits alimentaires se sont engagés à ne pas

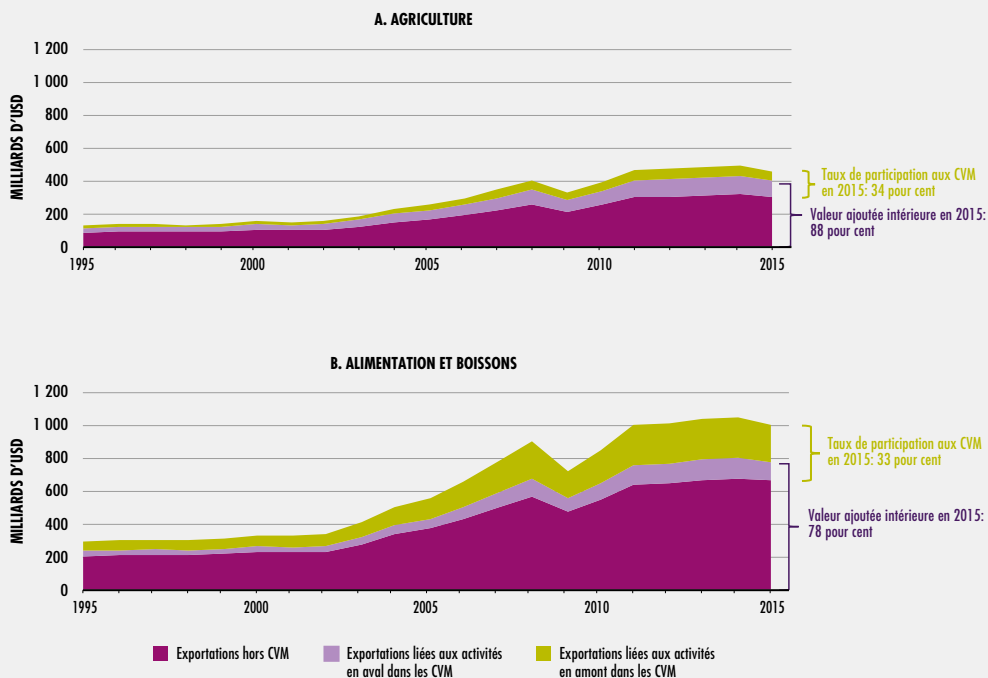
imposer de mesures commerciales restrictives, comme des interdictions d'exporter, de sorte que les échanges permettant de transférer des produits agricoles et alimentaires des régions excédentaires vers les régions déficitaires puissent se poursuivre, et renforcer ainsi la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. ■

CONTRIBUTION DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES ET ALIMENTAIRES MONDIALES À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les chaînes de valeur mondiales sont devenues une part importante des échanges alimentaires et agricoles ([figure 2.2](#)). Elles scindent le processus de production en une série d'opérations qu'elles font exécuter dans des pays différents pour réaliser des gains d'efficacité. Cette organisation permet aux agriculteurs et aux entreprises des pays en développement de dépasser les limites imposées par le manque de secteurs alimentaires nationaux bien développés et axés sur les exportations. Les gens ont davantage de solutions pour accéder aux marchés mondiaux et peuvent tirer un meilleur profit de leur avantage comparatif à n'importe quel stade de la chaîne de valeur qu'ils choisissent.

Des éléments récents montrent que la participation à des chaînes de valeur peut se révéler encore plus favorable à la croissance et à la productivité que les échanges bilatéraux non liés aux CVM. On constate en effet une

FIGURE 2.1 EXPORTATIONS BRUTES AU NIVEAU MONDIAL ET PARTICIPATION AUX CVM, 1995-2015

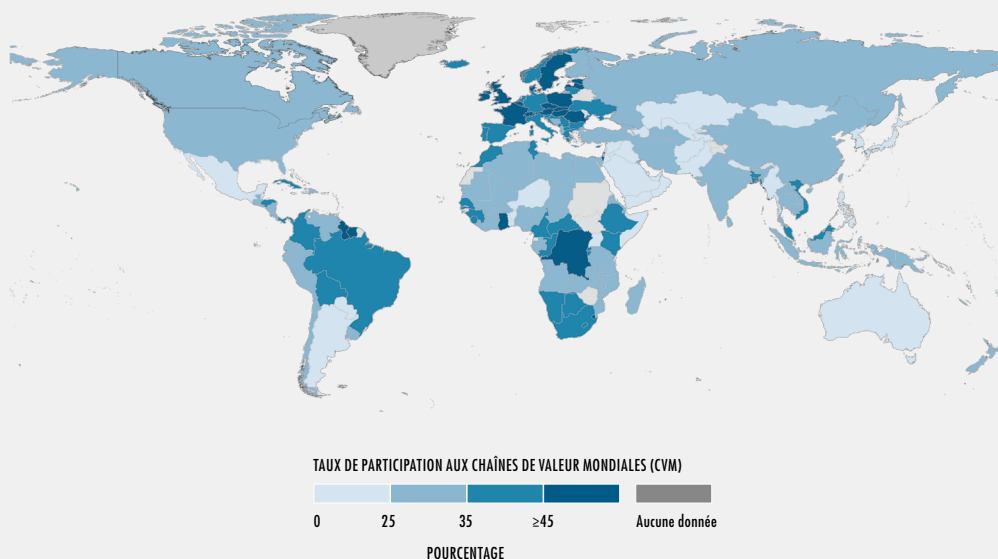


NOTE: Les exportations liées aux activités en amont dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont égales à la somme des valeurs ajoutées étrangères tous pays confondus, c'est-à-dire au total de la valeur ajoutée qui a déjà été intégrée dans des exportations en amont des chaînes de valeur; au niveau mondial, cette valeur ajoutée est comptée deux fois. Les exportations liées aux activités en aval dans les CVM sont des exportations qui seront réexportées ultérieurement, là encore totalisées sur l'ensemble des pays. Les exportations hors CVM sont des exportations qui ne passent pas par ces chaînes. La somme des liaisons en amont et en aval des CVM donne la participation à ces chaînes; la somme des exportations liées aux activités en aval et des exportations hors CVM donne la valeur ajoutée intérieure, totalisée sur l'ensemble des pays. La somme de ces trois éléments donne les exportations brutes. Pour des définitions complètes, voir l'encadré 2.1.

SOURCE: Analyse de la FAO réalisée par Dellink *et al.* (2020).

corrélation positive entre la croissance de la valeur ajoutée agroalimentaire et celle de la participation aux CVM, bien qu'il n'y ait pas de relation causale

(figure 2.6). Dans les deux secteurs – agriculture et secteur de l'alimentation et des boissons –, les pays qui enregistrent un taux moyen de

FIGURE 2.2 TAUX DE PARTICIPATION AUX CVM DANS L'AGRICULTURE EN 2015

NOTES: Les taux de participation aux CVM correspondent à la somme des liaisons en amont et en aval dans ces chaînes, rapportée aux exportations brutes. Pour des définitions complètes, voir l'encadré 2.1.

SOURCE: Analyse de la FAO réalisée par Dellink *et al.* (2020).

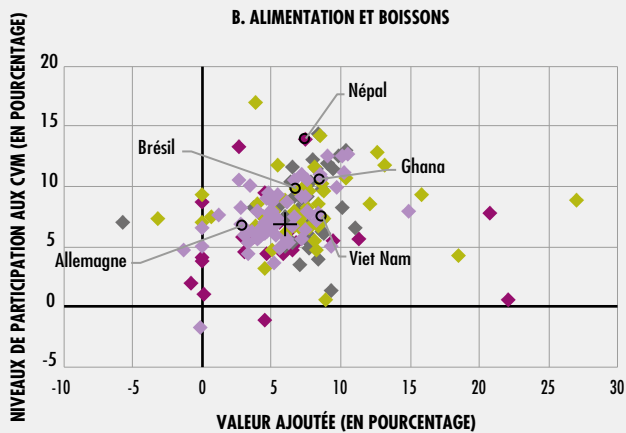
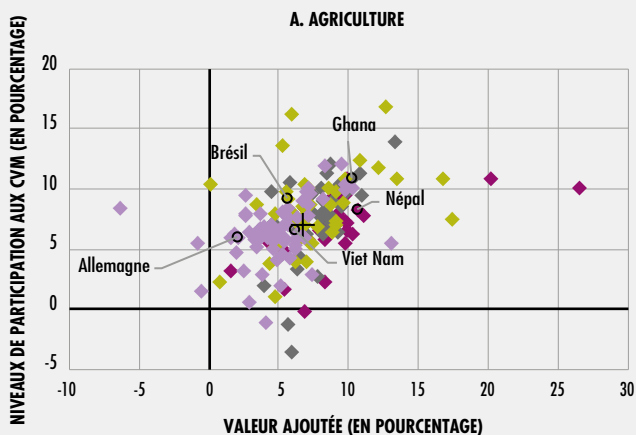
croissance de la valeur ajoutée plus élevé que les autres sont souvent ceux qui affichent aussi une augmentation plus forte de leurs niveaux de participation aux chaînes de valeur mondiales.

Pour les pays en développement, les chaînes de valeur mondiales ouvrent une voie non négligeable vers la croissance. Parce qu'elles sont étroitement coordonnées, elles peuvent

en effet accentuer les effets du commerce international sur la croissance, tels que les retombées technologiques et la diffusion des connaissances susceptibles de renforcer la productivité, d'améliorer les possibilités d'emploi et d'accroître les revenus. Les travaux de recherche menés en vue du présent rapport indiquent que, en moyenne et à court terme, une augmentation de 10 pour cent de la participation aux



FIGURE 2.6 CORRÉLATION ENTRE LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE ET CELLE DE LA PARTICIPATION AUX CVM ENTRE 1995 ET 2015 (PAYS CLASSÉS PAR CATÉGORIE DE REVENU)



◆ Faible revenu ◆ Revenu intermédiaire de la tranche inférieure ◆ Revenu intermédiaire de la tranche supérieure ◆ Revenu élevé

NOTE: La participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) renvoie à la croissance des niveaux de participation, et non aux taux de participation. La valeur ajoutée renvoie au total de la valeur ajoutée sectorielle de la production. Les taux de croissance correspondent aux taux moyens annuels de croissance de 1995 à 2015.

SOURCE: Analyse de la FAO réalisée par Dellink *et al.* (2020).

- » chaînes de valeur mondiales peut entraîner une hausse de 1,2 pour cent environ de la productivité de la main-d'œuvre. Cette conséquence immédiate se traduit également par des effets à long terme positifs et soutenus sur la productivité, susceptibles d'offrir des avantages importants aux pays en développement.

Sur le plan environnemental, une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales peut avoir des conséquences positives et négatives. D'un côté, ces chaînes favorisent la croissance; de l'autre, elles n'entraînent pas nécessairement une meilleure gestion des ressources naturelles. Ainsi, d'aucuns craignent que l'accroissement de la production végétale destinée à l'exportation, qui résulte de l'ouverture des marchés, ne contribue à la déforestation. Pourtant, les chaînes de valeur mondiales conduites conformément aux objectifs de développement durable – celles qui respectent les règlements et les normes, par exemple – peuvent diffuser des technologies et des pratiques durables. Ce faisant, elles peuvent favoriser la croissance de la productivité et des revenus dans l'ensemble des pays. Une démarche active s'impose pour associer la durabilité au commerce.

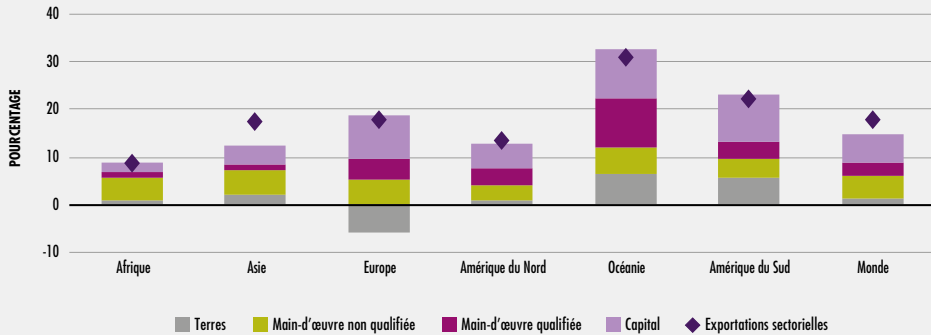
Les politiques commerciales jouent un rôle clé. Les chaînes de valeur mondiales s'étendant sur plusieurs pays, les produits traversent les frontières à de multiples reprises, donnant lieu, à chaque fois, au

paiement de droits de douane. Une réduction du nombre et du niveau des obstacles au commerce peut donc contribuer au développement des chaînes de valeur mondiales. Pour les pays en développement, c'est essentiel. Abaisser les droits de douane le long d'une chaîne de valeur mondiale permet d'importer davantage d'intrants et de produits intermédiaires. La production et les exportations s'en trouvent stimulées, entraînant des gains considérables en matière de productivité, d'emploi et de revenus.

L'ouverture des marchés mondiaux et le développement des chaînes de valeur mondiales, par les transferts de technologie et de savoir-faire qu'ils suscitent, peuvent avoir des retombées importantes, mais, pour que celles-ci se transforment en gains durables, il faut des mesures complémentaires propices à la compétitivité, qui améliorent la gouvernance et les infrastructures, par exemple, renforcent les compétences ou suppriment les rigidités des marchés du travail. Il n'en demeure pas moins que les effets à court terme de l'ouverture des marchés, en particulier les conséquences que celle-ci peut avoir sur la répartition et l'inégalité des revenus, suscitent des craintes.

En moyenne, les échanges commerciaux et la participation aux CVM ont potentiellement des incidences positives sur les revenus agricoles, s'agissant tant de la valeur ajoutée intérieure que de la

FIGURE 2.9 PROJECTION DES EFFETS DE L'OUVERTURE AU COMMERCE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AGROALIMENTAIRE EXPORTÉE, PAR FACTEUR DE PRODUCTION, ÉVOLUTION EN POURCENTAGE



NOTE: Le scénario de simulation consiste à supprimer l'ensemble des droits de douane (produits alimentaires et autres), des subventions et des taxes sur la production agroalimentaire et les intrants fonciers. Les exportations sectorielles renvoient à la valeur ajoutée intérieure et étrangère exportée par le secteur agroalimentaire.

SOURCE: D'après une analyse fournie par Salvatici. 2020.

part qui revient à la main-d'œuvre. Dans les pays en développement, en particulier, une participation plus active aux CVM pourrait créer davantage d'emplois pour les travailleurs non qualifiés. En effet, d'après les projections, l'accroissement de la participation – du fait de l'élimination des obstacles au commerce et des politiques qui génèrent des distorsions – devrait entraîner une augmentation assez importante de la demande de main-d'œuvre non qualifiée dans les régions où le revenu moyen par habitant est relativement faible (voir [figure 2.9](#)).

Les accords commerciaux régionaux peuvent aussi contribuer à favoriser les échanges le long des chaînes de valeur mondiales. L'abaissement des droits de douane entre les pays signataires permet en effet de favoriser la coordination verticale et les chaînes de valeur. La prise en compte de nombreux secteurs économiques dans les accords de ce type est susceptible de renforcer l'incidence de ces derniers sur les chaînes de valeur agroalimentaires, car une part importante de la valeur des exportations agroalimentaires provient de secteurs autres que ceux de l'alimentation et de l'agriculture. Ainsi, à l'échelle mondiale, »

ENCADRÉ 2.7 MESURES DE POLITIQUE COMMERCIALE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Au printemps 2020, la pandémie de covid-19 et les restrictions à la libre circulation des personnes mises en place pour la contenir ont eu de graves répercussions sur les biens et les services qui dépendent du transport, notamment par voie terrestre et aérienne, ainsi que sur la main-d'œuvre agricole disponible à l'échelle nationale et internationale. Ces facteurs ont provoqué des interruptions générales dans la logistique des chaînes de valeur alimentaires, tant mondiales que nationales, et ont entravé le transport des intrants alimentaires et agricoles (voir aussi l'encadré 1.2 dans la première partie).

Au moment de la rédaction du présent rapport, le transport maritime n'avait pas été touché de manière significative – les autorités de l'État du port ayant coordonné leurs mesures pour que les ports et le transport maritime continuent de fonctionner. Cela étant, les perturbations dans le transport aérien – diminution de 70 pour cent du nombre de vols dans le monde entre janvier et avril 2020 – ont posé des problèmes, notamment pour les échanges d'aliments périssables tels que les fruits.

Le débat sur la mondialisation a été relancé du fait de la pandémie, et les restrictions des voyages et des déplacements pourraient nécessiter à court terme un certain rééquilibrage entre les chaînes de valeur mondiales et nationales pour assurer des disponibilités alimentaires, en particulier pour les segments de population les plus vulnérables. À long terme, les répercussions économiques de la pandémie sont susceptibles de déboucher sur des ajustements de la structure des échanges qui pourraient avoir, comme lors du ralentissement économique qui a suivi la crise financière de 2008, des incidences sur les chaînes de valeur mondiales. Les CVM favorisent le développement des

canaux de diffusion des technologies et des connaissances. Ces mêmes canaux transmettent également les crises économiques et leurs répercussions. Couper ces canaux au titre d'un arbitrage entre efficacité et résilience face aux crises ne peut pas constituer une stratégie à long terme. Un désengagement du commerce international et des CVM pourrait réduire considérablement les gains d'efficacité associés aux avantages comparatifs et entraîner une hausse des prix intérieurs des produits alimentaires – ce qui n'est pas un résultat souhaitable à un moment où les revenus baissent. La pandémie de covid-19 appelle à collaborer et se coordonner à l'échelle internationale plutôt qu'à poursuivre la recherche d'une autosuffisance alimentaire. Étant donné que ses répercussions ne se font pas sentir en même temps dans tous les pays, le commerce international peut aider à gérer les risques et contribuer à renforcer la résilience.

Cependant, la plus grande menace pour la sécurité alimentaire provient des interdictions d'exporter. La FAO, conjointement avec d'autres organisations internationales comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'OMS, l'OMC et la Banque mondiale, a insisté sur la nécessité de maintenir les chaînes de valeur alimentaires et agricoles en fonctionnement, et sur l'effet préjudiciable que pourraient avoir les restrictions aux exportations sur le marché mondial. Lors de la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008, les interdictions d'exportation décidées sous l'effet de la panique et l'augmentation rapide des importations pour constituer des stocks alimentaires ont exacerbé l'instabilité des prix. Ces mesures ont eu des effets extrêmement

ENCADRÉ 2.7 (SUITE)

dommageables sur les pays à faible revenu qui sont dépendants des importations de produits alimentaires, et sur les activités d'approvisionnement des organisations humanitaires.

Les décideurs publics à l'échelle mondiale ont réagi. Lors de leur réunion du 21 avril 2020, les ministres de l'agriculture du G20 se sont engagés à «éviter toute mesure de restriction injustifiée qui pourrait entraîner une instabilité excessive des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux et menacer la sécurité alimentaire et la nutrition d'une grande partie de la population mondiale,

notamment les personnes les plus vulnérables dont la sécurité alimentaire est précaire». Ils sont en outre convenus de mettre en œuvre des mesures transparentes et temporaires qui n'entraînent pas d'interruption des chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales, conformément aux règles de l'OMC.

Par ailleurs, l'Union européenne et 21 autres membres de l'OMC se sont également engagés à veiller au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales et à favoriser des échanges libres et prévisibles de produits agricoles et alimentaires durant la pandémie.

SOURCES: FAO, OMS et OMC. 2020; FAO, FIDA, Banque mondiale et PAM. 2020; déclaration publiée à l'issue de la réunion extraordinaire des ministres de l'agriculture du G20, avril 2020; OMC. 2020.

- » 38 pour cent environ de la valeur ajoutée des exportations de produits alimentaires provient de services importés.

Les accords commerciaux régionaux aussi peuvent prévoir des clauses sur les mesures relatives à la concurrence ou sur l'harmonisation des normes, entraînant une réforme des politiques et de hauts niveaux d'intégration entre les signataires. Bien que de nombreuses personnes considèrent ces accords comme constituant les éléments de base d'un système commercial mondial, l'accentuation des échanges régionaux

devrait aussi s'accompagner d'un renforcement du commerce multilatéral, afin de contribuer à la croissance économique des pays, comme ceux de l'Afrique subsaharienne, qui commercent principalement avec des partenaires mondiaux, et non régionaux.

Conséquences de la pandémie de covid-19 sur les échanges et les chaînes de valeur mondiales dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture

La crise financière de 2008 et le ralentissement économique qui s'en est suivi ont mis l'évolution des chaînes de

valeur agroalimentaires mondiales au point mort, et il faut s'attendre à ce que la pandémie de covid-19 perturbe plus encore les possibilités qu'elles offrent de renforcer le commerce et la croissance mondiale. Les chaînes de valeur mondiales favorisent des liens commerciaux qui sont autant de canaux de diffusion des technologies et des connaissances durant les périodes de croissance économique, mais ces liens peuvent aussi transmettre les chocs économiques et leurs conséquences. Dans leur exercice d'arbitrage entre efficacité et résilience face au ralentissement économique, les entreprises pourraient s'engager dans la voie d'une relocalisation des activités de production pour les aliments qui le permettent (encadré 2.7).

Ce type de stratégies pourrait affaiblir considérablement les gains d'efficacité découlant d'un avantage comparatif et faire monter les prix intérieurs des produits alimentaires – une évolution peu souhaitable en période de baisse des revenus. Faire appel à de multiples sources de produits alimentaires et agricoles dans le monde constitue une forme de résilience face à l'insécurité alimentaire et aux fléchissements économiques. Les déséquilibres planétaires tels que la crise financière de 2008 et celle due à la pandémie de covid-19 nécessitent une collaboration et une coordination internationales plutôt que des mesures favorisant l'autosuffisance alimentaire, en particulier quand les effets ne se font pas sentir dans tous les pays au même

moment. Les échanges offrent alors un moyen efficace de gérer au mieux les risques liés à une crise et de renforcer la résilience. Dans le contexte de la pandémie de covid-19, les initiatives prises pour réduire à un minimum les perturbations subies par les chaînes de valeur mondiales et défendre les échanges agricoles et alimentaires sont porteuses d'avantages à court et long terme. ■

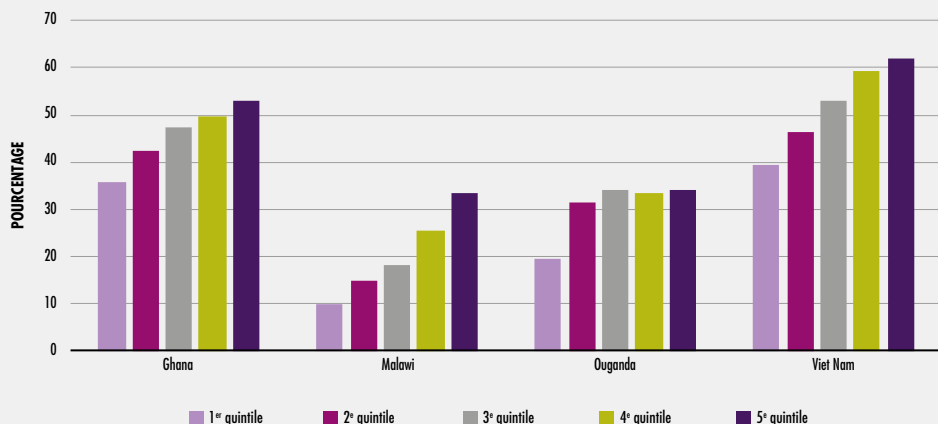
INTÉGRATION DES PETITS EXPLOITANTS DANS LES CHAÎNES DE VALEUR POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

La relation entre commerce et croissance est complexe, et l'incidence de la mondialisation sur la répartition du revenu dans les pays et entre les pays fait débat depuis longtemps. À mesure que le commerce progresse, tous les pays y gagnent et un grand nombre d'entre eux connaissent des taux de croissance élevés. On note cependant que l'écart se creuse entre les pays en développement à faible revenu, d'une part, et les pays développés et les économies émergentes, d'autre part. Certains analystes avancent l'idée que les forces de la mondialisation ne profitent pas à ceux qui ne peuvent pas affronter la concurrence à l'échelle mondiale.

Dans le domaine agricole, par exemple, la question de l'intégration des petits exploitants dans les marchés, aussi

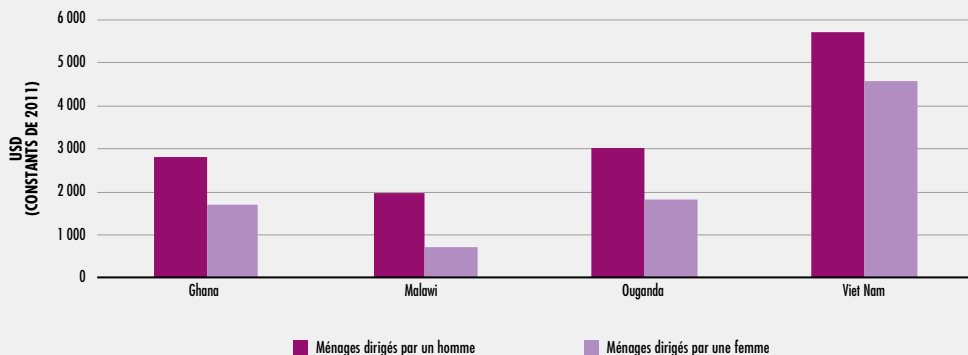


FIGURE 3.4 PART DE LA PRODUCTION DES MÉNAGES COMMERCIALISÉE, SELON LA DISTRIBUTION PAR QUINTILE DE LA TAILLE DES EXPLOITATIONS, AU GHANA, AU MALAWI, EN OUGANDA ET AU VIET NAM



SOURCE: Smallholder DataPortrait (profil de données sur les petits exploitants), FAO (disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/family-farming/data-sources/dataportrait/farm-size/fr/>). Les données ont été rassemblées à partir d'études sur la mesure des niveaux de vie (Ghana, 2013; Malawi, 2011; Ouganda, 2012; Viet Nam, 2008).

FIGURE 3.5 REVENU TOTAL MOYEN DES MÉNAGES SELON LE SEXE DU CHEF DE MÉNAGE (EN USD, AUX PRIX DE 2011)



SOURCE: Smallholder DataPortrait (profil de données sur les petits exploitants), FAO (disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/family-farming/data-sources/dataportrait/farm-size/fr/>). Les données ont été rassemblées à partir d'études sur la mesure des niveaux de vie (Ghana, 2013; Malawi, 2011; Ouganda, 2012; Viet Nam, 2008).

» bien nationaux qu'internationaux, et de leur participation au processus de développement constitue un enjeu majeur. Dans les pays en développement, presque tous les agriculteurs accèdent à des marchés pour vendre et acheter des produits, mais ces marchés fonctionnent mal et les coûts de transaction sont élevés. Nombre de petits exploitants ont un faible taux de commercialisation (voir la [figure 3.4](#) et la [figure 3.5](#)). Pour beaucoup d'entre eux, certains marchés, comme ceux de l'assurance et du crédit, ne fonctionnent pas et sont totalement manquants. Cette situation a des conséquences considérables sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et le développement.

L'essor des chaînes de valeur mondiales et de leurs exigences strictes en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments pourrait aggraver encore la marginalisation des petits exploitants. Des politiques générales sont nécessaires pour créer un environnement propice au développement des marchés – grâce à l'amélioration des infrastructures et des services ruraux, à l'éducation et à des techniques productives, par exemple. Outre ces politiques, des modèles fonctionnels inclusifs, comme l'agriculture contractuelle, dirigés par le secteur privé et soutenus par les pouvoirs publics et la société civile, peuvent aider les agriculteurs à s'intégrer dans des chaînes de valeur modernes et plus complexes.

Parmi les solutions innovantes, on peut aussi citer les programmes multidimensionnels, qui s'attaquent simultanément à plusieurs des difficultés auxquelles les agriculteurs font face sur le plan de la commercialisation, des technologies et de la finance. Ainsi, les dispositifs d'agriculture contractuelle peuvent pallier les défaillances de marché en matière de risque de fluctuation des prix, d'accès aux intrants et au crédit, et d'accès aux technologies et aux connaissances. Ces programmes permettent d'améliorer la productivité, d'augmenter les taux de commercialisation, d'accroître les revenus et de réduire la pauvreté. S'il est vrai que l'agriculture contractuelle est à même d'améliorer l'accès aux chaînes de valeur et de procurer des avantages à de nombreux petits exploitants, ses effets peuvent être très variables.

Il arrive en effet que les dispositifs contractuels excluent les agriculteurs qui ne possèdent qu'une très petite superficie; leur réponse aux problèmes d'inégalité n'est alors que partielle. Ils produisent aussi parfois l'inverse des effets recherchés et peuvent fréquemment s'effondrer. Le taux de sortie est élevé, car les agriculteurs rejoignent et quittent le dispositif, peut-être parce qu'ils ont des difficultés à fournir la qualité demandée ou parce que leur participation n'est pas rémunératrice comparée à d'autres activités. Or, pour que les marchés et les chaînes de valeur contribuent au

développement, il faut que la participation s'inscrive dans la durée. Les effets favorables de l'agriculture contractuelle sur les agriculteurs seront plus importants si leur participation est continue, car les investissements dans les moyens de production, les technologies et les connaissances demandent du temps avant de porter leurs fruits.

Des hausses de la commercialisation et des échanges peuvent améliorer les revenus et les moyens d'existence, mais peuvent aussi produire des résultats environnementaux indésirables. L'intensification de la production agricole destinée à l'exportation, stimulée par l'ouverture des marchés et la mondialisation, pourrait se traduire par une pollution des eaux, un accroissement des émissions de gaz à effet de serre et une perte de biodiversité. Cette évolution fait peser des coûts sur la société dans son ensemble, dus à une mauvaise qualité de l'eau, un réchauffement planétaire et des baisses de la pollinisation des cultures, par exemple.

Les États disposent d'une série d'instruments d'action publique pour faire face à ces coûts. Des taxes, par exemple, peuvent amener les marchés à prendre en compte différents coûts environnementaux pesant sur la société. Mis à part l'action gouvernementale, certains dispositifs peuvent contraindre les marchés à tenir compte des aspirations publiques et privées, et contribuer

ainsi à un développement durable, en particulier dans le contexte des chaînes de valeur mondiales. Des chaînes de valeur combinées à des dispositifs de certification de la durabilité sont susceptibles de développer des marchés d'aliments produits de façon durable.

Au Nicaragua, par exemple, les plantations de café qui respectent différentes normes de durabilité (dont les normes d'agriculture biologique et celles des systèmes Coffee and Farmer Equity [C.A.F.E.] Practices, Fairtrade, Rainforest Alliance et UTZ) ont démontré qu'elles enregistraient de meilleures performances environnementales. Cela comprenait un stockage de carbone plus important, grâce aux arbres utilisés pour cultiver le café d'ombre; de meilleures pratiques de conservation des sols et de recyclage de la pulpe de café; et l'utilisation d'engrais organiques.

Les normes de durabilité gagnent du terrain sur les marchés mondiaux, surtout concernant les produits de valeur élevée, depuis longtemps servis par des filières mondiales. La demande croissante des consommateurs de produits dont la production est certifiée durable a conduit à une augmentation de la part des terres agricoles exploitées dans le cadre d'une certification de cette nature. Ainsi, un quart environ des superficies plantées en caféiers et en cacaoyers sont certifiées comme respectant des normes de durabilité

établies par des organisations non gouvernementales et par le secteur privé. Le marché fournit des informations concernant les prix. Mettre à profit le mécanisme du marché pour fournir également des informations sur le mode de production des aliments et sur les avantages de ce mode de production pour l'environnement et la société pourrait aider à concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. ■

EFFETS TRANSFORMATEURS DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LES MARCHÉS

Les technologies numériques impriment actuellement un mouvement transformateur rapide à tous les stades de la chaîne de valeur, du producteur au consommateur. Leur adoption améliore l'efficacité, crée de nouveaux emplois, génère de nouveaux flux de revenus et économise des ressources. Elles peuvent cependant être sources de perturbations, modifiant ou déplaçant des activités et des produits de la chaîne de valeur.

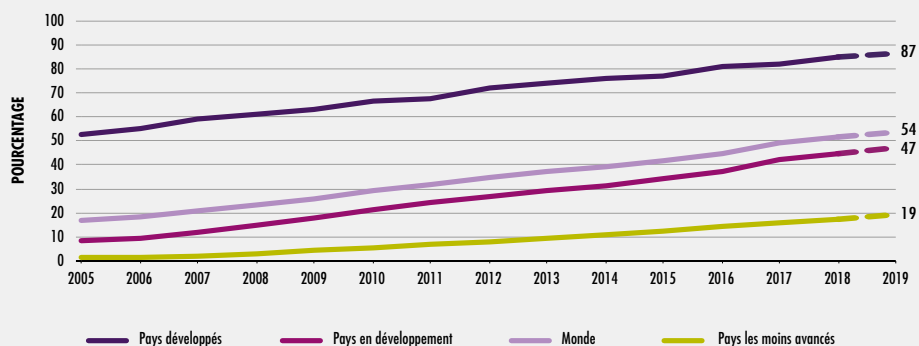
Au niveau de l'exploitation, les applications numériques aident à pallier les défaillances des marchés et facilitent l'intégration des agriculteurs dans les chaînes de valeur en réduisant les coûts d'information et de transaction. Les améliorations des technologies de l'information et de la communication ont également soutenu

le développement des chaînes de valeur mondiales, en connectant efficacement les agriculteurs aux négociants et aux consommateurs à l'échelle régionale et internationale. En 2020, la pandémie de covid-19 a révélé à quel point les technologies numériques pouvaient améliorer le fonctionnement des marchés alimentaires. Les estimations indiquent qu'en République populaire de Chine, en février 2020, la part du marché en ligne est passée de 11 pour cent à 38 pour cent du total des achats alimentaires au détail.

Malgré la diffusion rapide de ces technologies au cours des trois dernières décennies, une fracture numérique subsiste entre les pays, entre les zones urbaines et rurales, et entre les hommes et les femmes (figure 4.3). En moyenne, 10 pour cent seulement des ménages de l'Afrique rurale ont accès à internet. Si l'on veut que l'ensemble de la population prenne part à l'économie numérique, il est indispensable de nouer des partenariats public-privé efficaces, d'édicter des règlements propres à attirer massivement le secteur privé et d'assurer une cohérence des politiques, de façon à renforcer l'infrastructure et les compétences numériques dans les zones rurales des pays en développement.

Les inégalités entre hommes et femmes n'épargnent pas le monde numérique, et les femmes rurales

FIGURE 4.3 PERSONNES UTILISANT INTERNET, EN POURCENTAGE DE LA POPULATION



NOTE: Les valeurs pour 2019 correspondent à l'estimation de l'UIT pour cette année, établie au 28 octobre 2019.

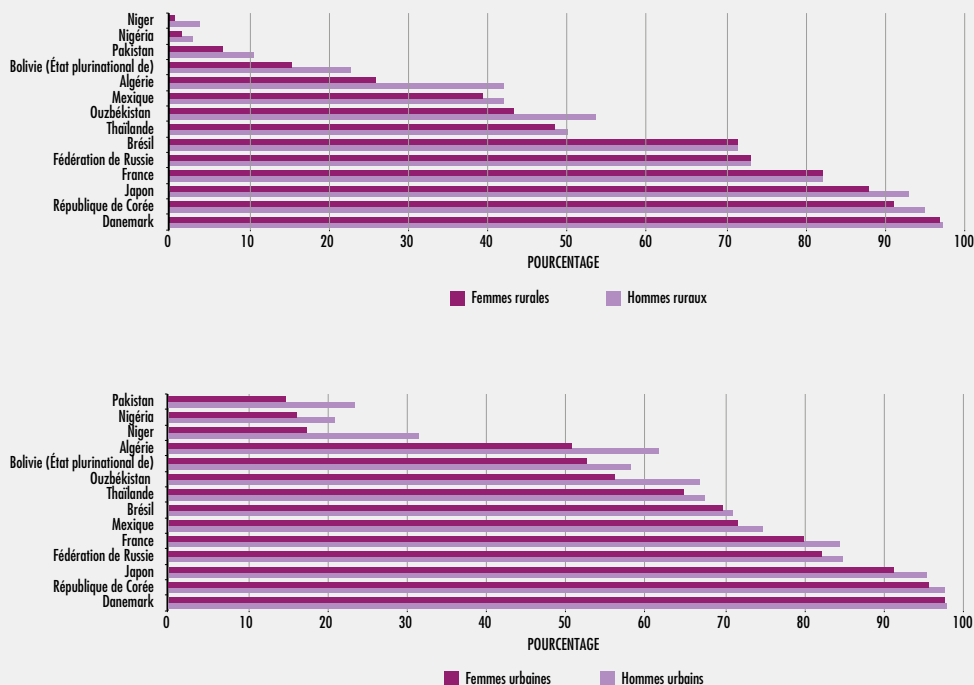
SOURCE: UIT. 2020. ITU Statistics: ICT Key Indicators. Disponible à l'adresse: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>. Consultée en mai 2020.

constituent le groupe dont l'accès à internet est le plus faible. À l'échelle mondiale, 48 pour cent des femmes ont accès à internet, contre 58 pour cent des hommes.

Les zones rurales des pays développés sont mieux connectées à internet. Le Danemark présente le taux de connectivité le plus élevé: 97 pour cent des hommes et des femmes vivant en milieu rural utilisent internet et l'on n'observe pratiquement aucune différence entre les zones rurales et urbaines. Dans les

pays en développement, le fossé entre les zones urbaines et rurales est important. D'après les informations disponibles, dans l'État plurinational de Bolivie, 15 pour cent des femmes rurales utilisent internet, contre près de 53 pour cent des femmes urbaines. Au Niger, ce sont seulement 0,6 pour cent des femmes rurales qui utilisent internet (figure 4.4).

Que ce soit au moyen de messages courts transmis par l'intermédiaire du Short Messaging Service (SMS) des téléphones portables ou par le truchement des »

FIGURE 4.4 PERSONNES UTILISANT INTERNET DANS CERTAINS PAYS, PAR SEXE ET PAR LIEU DE RÉSIDENCE, 2018 (EN POURCENTAGE)

NOTE: Cette figure concerne les personnes utilisant internet à partir de l'importe quel point; les données renvoient à l'année 2018 ou à la dernière année disponible.

SOURCE: UIT. 2019. *Yearbook of Statistics: Telecommunication/ICT Indicators 2009–2018*. Statistical Reports. Genève (Suisse).

plateformes de commerce électronique ou de la technologie des registres distribués, les applications numériques réduisent les coûts de transaction, améliorent le flux d'information et favorisent une mise en relation efficace des agriculteurs avec

les négociants et les consommateurs. Cela permet d'accroître l'accès aux marchés et d'obtenir de meilleurs résultats en termes de revenu et de bien-être. Les initiatives de plateformes numériques examinées dans le présent rapport, comme

ENCADRÉ 4.2 DES INNOVATIONS NUMÉRIQUES POUR DES AVANTAGES TRANSVERSAUX: LES CAS DE E-CHOUPAL EN INDE ET DE ESOKO AU GHANA

L'initiative e-Choupal vise à aider les petits agriculteurs à surmonter de multiples défaillances de marchés en Inde (www.echoupal.com). Elle opère par l'intermédiaire d'un réseau de kiosques internet gérés par un agriculteur qui fait office de coordonnateur. L'agriculteur fournit un accès à la plateforme en ligne e-Choupal, qui propose des informations sur les pratiques agricoles et les prix du marché, des bulletins météorologiques et les conseils d'experts agricoles. D'après les informations disponibles, e-Choupal touche 4 millions d'agriculteurs dans l'ensemble du pays. Elle s'associe également avec des banques pour faciliter l'accès des agriculteurs aux services financiers et a construit un réseau d'entrepôts qui fournit des intrants aux exploitants et évalue la qualité de leur production. Les données recueillies indiquent que les services d'e-Choupal ont contribué à améliorer les pratiques agricoles et à augmenter les revenus des exploitations. Ainsi, le lancement des kiosques e-Choupal a eu un effet positif sur les prix du soja, qui ont connu une hausse comprise entre 1 et 3 pour cent. Cette innovation s'est également traduite par un accroissement de 19 pour cent de la production de soja, qui a entraîné une augmentation globale de 33 pour cent du bénéfice net des agriculteurs. Une partie de cette augmentation est venue d'une redistribution des excédents, des négociants aux exploitants. Des données montrent également qu'une part comprise entre 1 et 5 pour cent des marges bénéficiaires des négociants a été transférée aux agriculteurs.

Esoko a commencé à fonctionner en 2005, fournissant aux petits agriculteurs du Ghana des

informations sur les prix du marché, par SMS (<https://esoko.com>). Au fil du temps, cette initiative s'est transformée en une application sur internet et sur téléphone portable offrant ses services par l'intermédiaire de SMS, de messages vocaux et de centres d'appel. Cela comprend des messages d'informations de vulgarisation, des enquêtes auprès des agriculteurs et des sondages par SMS, des services de mise en relation sur une place de marché et une collecte de données. La plateforme assure des communications et un flux d'information bidirectionnels entre les agriculteurs et d'autres acteurs de la chaîne de valeur. Cet outil a permis d'enrichir les connaissances des exploitants et d'améliorer leur accès à des intrants de qualité, au crédit et aux marchés formels. Le modèle fonctionnel associant la voix, la vidéo et des centres d'appel permet que les services soient aisément accessibles aux agriculteurs qui ne maîtrisent pas la lecture. Actuellement, Esoko fonctionne dans dix pays d'Afrique et, d'après les informations disponibles, permet à plus d'un million d'agriculteurs d'accéder à des services essentiels. Les données indiquent que les exploitants qui font appel à ces services ont vu leurs revenus augmenter dans une proportion comprise entre 10 et 11 pour cent, en raison très probablement d'une meilleure information, qui a renforcé leur pouvoir de négociation avec les partenaires commerciaux. Certaines données semblent indiquer que cet effet varie selon le type de culture considéré; pour l'igname, par exemple, les effets sur le revenu n'ont été observés que lors de la première année de participation.

SOURCES: Nakasone, Torero et Minten. 2014; Trendov, Varas et Zeng. 2019; Aker, Ghosh et Burrell. 2016; Halewood et Surya. 2012; Tinsley et Agapitova. 2018; Goyal. 2010.

» e-Choupal en Inde, Esoko en Afrique et les villages Taobao en République populaire de Chine, montrent comment les technologies numériques peuvent améliorer le fonctionnement des marchés (voir l'encadré 4.2).

L'accès au crédit et à l'assurance aussi est en pleine révolution. Des innovations numériques dans l'observation de la Terre et dans l'estimation des précipitations et la télédétection par satellite, combinées à des données *in situ* et à la technologie de la chaîne de blocs, sont à même d'étayer des programmes d'assurance indicelle fondée sur les conditions météorologiques à moindre coût. Il devient ainsi possible de toucher des millions de petits exploitants qui jusque-là, pour un grand nombre d'entre eux, étaient considérés comme non assurables.

Les effets transformateurs des innovations numériques peuvent venir appuyer une série de résultats des marchés. Les applications numériques destinées aux marchés agricoles et alimentaires peuvent générer des avantages économiques, sociaux et environnementaux considérables et accélérer les progrès accomplis dans la concrétisation des ODD. Ainsi, les technologies numériques favorisent l'accès de tous aux services bancaires en permettant aux établissements financiers de s'implanter sur les marchés ruraux sans avoir à y établir une présence physique coûteuse. Les plateformes de commerce électronique

incitent les jeunes diplômés et les femmes à rester dans les zones rurales ou à y revenir. Ce phénomène peut transformer ces zones en des lieux où il fait bon vivre et travailler. La technologie de la chaîne de blocs peut renforcer la confiance et favoriser la transparence, augmentant ainsi la traçabilité des aliments tout au long de la filière. La mise en œuvre de normes de durabilité et d'un étiquetage apportant aux consommateurs des informations sur les dimensions environnementales et sociales de la production peut en être facilitée.

Cela étant, les technologies numériques présentent aussi des risques et soulèvent des problèmes. Les questions de propriété et d'utilisation des données collectées à l'aide des technologies numériques utilisées sur l'exploitation, par exemple, ont suscité de grandes inquiétudes. Les régler pourrait favoriser l'adoption de ces technologies. Les technologies influent également sur les facteurs de production et leur valeur, comme la demande de main-d'œuvre et les salaires. Par ailleurs, les technologies numériques pourraient entraîner des entorses à la concurrence sur les marchés, entraînant des effets sur les prix ou les quantités, et donc sur le bien-être.

Les incidences potentielles des technologies sur les marchés agricoles et alimentaires doivent être analysées plus en profondeur. Les questions

soulevées dans ce qui précède soulignent la nécessité d'une collaboration plus efficace entre toutes les parties prenantes. Elles demandent aussi que l'on recherche un consensus sur les bonnes pratiques susceptibles de structurer un cadre

réglementaire qui maximisera les avantages des technologies numériques au service de l'alimentation et de l'agriculture tout en réduisant autant que faire se peut les risques associés. ■



2020

LA SITUATION DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES

MARCHÉS AGRICOLES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE: CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES, PETITS EXPLOITANTS ET INNOVATIONS NUMÉRIQUES

La situation des marchés des produits agricoles 2020 (SOCO 2020) porte sur les politiques et les mécanismes qui favorisent l'obtention de résultats durables – sur les plans économique, social et environnemental – sur les marchés agricoles et alimentaires, tant mondiaux que locaux. L'analyse s'articule autour des tendances et des enjeux qui sont au cœur des débats mondiaux sur le commerce et le développement: évolution du commerce et des marchés, émergence de chaînes de valeur mondiales dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, degré de participation des petits agriculteurs des pays en développement aux chaînes de valeur et aux marchés, effets transformateurs des technologies numériques sur les marchés, pour ne citer que ceux-ci.

Pour chacune de ces questions, le rapport examine les politiques et les institutions qui peuvent promouvoir une croissance économique inclusive et mettre les marchés au service de la réalisation du Programme 2030 et de ses objectifs de développement durable.



La situation des marchés des produits agricoles 2020 (version intégrale)



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO



©FAO, 2020
CB0677FR/1/09.20